

Concours section : 2e concours d'accès

Epreuve matière : Cas pratique PENAL

N° Anonymat : DCCUY149 DA Nombre de pages : 12

14.5 / 20

Concours : 2nd concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature

Epreuve : Cas pratique de droit pénal et de procédure pénale

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



A la lecture des faits relatés, il convient de répondre aux questions dans l'ordre qui ^{leur} sont posées à une exception près concernant l'interrogation concernant les qualifications pénales. Celles-ci ayant une incidence sur la procédure pénale, il convient de traiter ces éléments de droit pénal (I) avant ceux concernant la procédure pénale (II) -

I) Sur les éléments de droit pénal

Deux grands événements sont présentés : les faits de violence subis par Julius (A) et la découverte d'objets en lien avec un vol (B)

A) Sur la blessure par balle de Julius C

1) Sur la responsabilité pénale de l'attaqué D

L'expertise médicale fixant une immobilisation durant 40 jours révèle une infraction de violence supérieure à huit jours réprimée à l'article 222-11 du code pénal.

L'élément matériel repose sur une atteinte volontaire provoquée par des lins à la jambe gauche à l'origine d'une fracture du tibia et de l'exploitation des caméras.

L'élément moral résulte des aveux de l'attaqué se présentant comme le tueur avec un mobile financier,

N°

1...11.0

Plusieurs circonstances aggravantes peuvent être envisagées par application de l'article 222-12 du code pénal : celle qui fait le moins de difficulté est l'usage d'une arme au 10° dans la mesure où des lésions ont été effectuées et des douleurs ressenties.

De plus, la réunion semble s'imposer au sens du 8° mais il entre en cumul avec celle du 12° partant sur l'aide ou l'assistance d'un mineur.

A la lecture de la procédure, il convient de retenir la circonstance de l'aide par mineur dans la mesure où il est établi que l'attaqué D a été accompagné par Kevin, B mineur conducteur du scooter.

Enfin la question de la préméditation se pose (9°) au regard des photographies prises en amont par l'auteur des lésions et sa volonté de délivrer un « avertissement » : Conformément à l'arrêt Crim 22 juillet 1985, il convient de retenir la préméditation dès lors qu'un dessein a été formé avant l'action.

Aucune cause d'irresponsabilité pénale ne pourra être invoquée par l'attaqué ni aucun fait justificatif comme le mobile financier.

Pour ces faits de violences aggravées par trois circonstances l'attaqué encourt une peine de 10 ans d'emprisonnement et 150 000 euros d'amende.

A ces éléments s'ajoutent la question de la récidive. condamné le 20 septembre 2023 pour des faits relatifs aux stuprès dont la peine encourue à l'article 222-37 du code pénal entre dans la récidive de l'article 132-8 du code pénal, outre la récidive spéciale de l'article 132-9 pour les faits identiques de violence, il encourt au final une peine de 20 ans d'emprisonnement et 300 000 euros d'amende.

Enfin, la question du cumul se passerait avec les douilles retrouvées à son domicile. Si une ingraction de détention d'arme pourrait être envisagée au sens de l'article 1311-2 du code de la sécurité intérieure, celle-ci devra être écartée pour trois motifs : en premier lieu les douilles ne sont pas considérées comme une arme au sens strict mais une munition, de plus cette ingraction n'est pas au programme et enfin elle est un élément constitutif des violences avec arme dont le cumul est prohibé conformément à l'arrêt Crim, 25 septembre 2021.

2) Sur la responsabilité pénale de Kevin B

- a) Conducateur du véhicule ayant permis à Raïssa D d'en sortir pour tirer sur Jérôme, la question de la responsabilité de Kevin B se pose en terme de complice de violence tel que réprimé aux articles 121-7 et 222-12 du code pénal.

L'élément préalable est rempli à travers une ingraction principale punissable comme il a été retenu dans nos développements précédents.

L'aide apportée porte sur un acte positif à savoir la conduite du véhicule à partir duquel s'est opérée l'atteinte physique et les tir, ce qu'il reconnaît en garde à vue.

L'acte est concomitant aux faits en cause puisque la conduite s'est fait tout le temps des tirs et a également été un moyen de fuite ainsi qu'il ressort des témoignages.

Autant de l'imputabilité, Kevin étant âgé de 16 ans il bénéficie de l'excuse de minorité telle que prévue à l'article 121-6 du code de la justice pénale des mineurs laquelle peut au regard de son âge être levée en cas de gravité des faits au sens de l'article 121-7 CSPM.

Pour ces faits, l'auteur encourt ainsi une peine de 5 ans d'emprisonnement et 7500 euros d'amende.

B) Sur les papiers d'identité retenus au domicile de Kevin B

1) Sur l'auteur dit "X"

L'auteur principal demeure inconnu. Il résulte qu'à ce stade il convient d'ouvrir une enquête contre X pour des soupçons de vol tel que prévu à l'article 311-1 du code pénal.

2) Sur la détention par Kevin B

La détention de carte d'identité qui auraient été issues d'une fausseté frauduleuse laisse entendre des faits de vol tel que réprimé à l'article 321-1 du code pénal et retenue par la Cour de cassation dans un arrêt du 24 octobre 1979.

En conséquence, il a été admis dès l'arrêt du 7 mai 1942 que cette infraction est punissable même si l'auteur demeure inconnu.

La connaissance de l'origine frauduleuse ne fait guère de difficulté dès lors que Kevin B déclare les papiers issus d'un vol et leur détention est établie.

Aucune cause d'irresponsabilité pénale ne pourra être retenue exceptée l'excuse de minorité (121-6 CJP17) la quelle pourra être renversée par la juridiction des enfants au regard de la gravité des faits.

Pour ces faits, commis en vue du fait de la condamnation du 2 novembre 2023 pour des

N°

4.1.10

Concours section : 2e concours d'accès

Epreuve matière : Cas pratique PENAL

N° Anonymat : DCCUY149 DA Nombre de pages : 12

14.5 / 20

Concours : 2nd concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature

Epreuve : Cas pratique de droit pénal et de procédure pénale

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Faits identiques, au sens de l'article 132-10 du code pénal il encourt une peine de 2 ans et demi d'emprisonnement et 7 500 d'amende pour le recel, peine doublée pour la récidive soit 5 ans d'emprisonnement et 15 000 euros d'amende.

II) Sur les éléments de procédure pénale

a) Sur le cadre juridique

A la lecture des faits relatés, malgré le signalement anonyme de l'infraction le cadre juridique est celui de l'enquête de police, et plus particulièrement celui de la flagrance. En effet le critère de l'objectivité est rempli par les constatations opérées par les policiers se rendant sur place, tant de l'état de la victime, des données. La gravité est établie par les peines d'emprisonnement encourues au regard des infractions retenues précédemment. Enfin la temporalité est respectée avec des actes réalistes sans interruption du 5 février 2024 au 6 février 2024. Ainsi les critères de l'article 53 et 64 du code de procédure pénale sont remplis.

N°

5/6.

B) Sur les investigations menées par les enquêteurs avant l'interpellation

1) Aucune difficulté n'apparaît dans la régularité des premiers actes d'investigation dès lors que les constatations prévues à l'article 54 CPP permettent aux enquêteurs d'appréhender après un transport sur place à tous les constats en délit flagrant ainsi que c'est le cas au regard du cadre juridique.

L'enquête de voisinage et l'audition des témoins est régulière au sens de l'article 61 du CPP pour entendre toutes les personnes disposant d'information, notamment 17-X.

L'audition de la victime, fondée sur l'article 62 du CPP, est nécessaire pour connaître les déclarations de Julius, ses liens.

L'exploitation des caméras de vidéosurveillance, permise en flagrance sur réquisitions de l'article 60 du CPP est possible par les OPJ d'office.

L'accès aux fichiers, tels LAPI pour les plaques d'immatriculation est soumise à une autorisation générale dont bénéficient les enquêteurs.

Enfin l'interpellation dans le cadre de la flagrance dans notre procédure est permise à « toute personne » et notamment aux enquêteurs au sens de l'article 73 du CPP.

Les actes ainsi réalisés sont réguliers au regard du cadre juridique envisagé.

2) S'agissant de l'exploitation téléphonique, en flagrance, elle peut prendre deux formes. L'exploitation des données techniques, prouvée depuis la de forme du 2 mai 2022 à l'article 60-1-2 du CPP est permise pour les crimes de plus de trois ans, ainsi qu'il est question en l'espèce. Mais elle doit passer sur des sources de connexion. En l'espèce il s'agit de photos - de sorte qu'il convient d'appréhender ~~cette~~ exploitation à la lumière des requêtes promises par l'article 60 CPP et le délit de non divulgation de la convention chiffrée à l'article 434-15-2 CP. Le cadre est alors celui de la garde à vue avec une nécessité de l'OPJ d'avertir le suspect du délit en cours en cas de refus de divulgation.

3) S'agissant des perquisitions, il convient de distinguer selon les suspects. Concernant ~~l'atteinte~~ la perquisition est justifiée au sens de l'article 56 du CPP par des considérations liées à la manifestation de la vérité. Sur la forme, ayant lieu à son domicile où il est interpellé, la présence du domiciliaire de l'article 57 du CPP est remplie tout comme le respect des horaires de l'article 59 CPP, celle-ci ayant démarré après 6 heures.

Concernant le mineur, le recours est justifié sur le fond et sa présence établie ainsi que le respect des horaires avec une perquisition débutant avant 21 heures, remplissant les critères de l'article 56, 57 et 59 CPP. Toutefois aucune indication n'est portée quant à la présence de ses représentants légaux et de l'avocat présent pour les mineurs à tous les stades de la procédure, ce qui peut être source d'irrégularité mais pas de nullité au regard des autres éléments de l'enquête.

c) Sur la garde à vue de Kevin et Hattea

1) Sur la garde à vue de Hattea

Sur le recours, la garde à vue est régulière au sens de l'article 62-2 du CPP en ce qu'elle vise un suspect pour des infractions faisant encourir une peine d'emprisonnement. Et dont le placement a été ordonné par un O.P.J. avec des motifs liés au risque de renouvellement, de présentation au procureur et pour éviter tout risque de concertation avec Kevin et tout risque de pression sur Jérôme.

Sur le fond la régularité sera franchie en du délai d'avis au parquet au sens de l'article 62 CPP. La motivation des faits au sens de l'article 63-1 CPP ne fait pas de difficulté Hattea ayant pu exiger un avocat lequel dispose jusqu'au 1er juillet 2024 de 24 heures pour intervenir. (article 64-1 CPP).

Sur la forme l'avis à la cause, laquelle est un tiers n'était pas susceptible d'être accordé, l'article 63-1 CPP visant la famille ou l'enquêteur et ce jusqu'à l'entrée en vigueur de la réforme du 22 avril 2024.

2) Sur la garde à vue de Hattea

mineur de 16 ans, le recours à la garde à vue était possible au sens de l'article 413-6 du CJPP. Par ailleurs également sur les soupçons, la gravité des faits et le risque de concertation, la garde à vue de ce mineur devait en outre être assortie d'un avis aux représentants légaux au sens de l'article 413-7 du CJPP, d'une présence obligatoire de l'avocat au sens de l'article 413-9 du CJPP et d'auditions filmées (413-120 PM).

Concours section : 2e concours d'accès

Epreuve matière : Cas pratique PENAL

N° Anonymat : DCCUY149 DA Nombre de pages : 12

14.5 / 20

Concours : 2nd concours d'accès à l'école nationale de la magistrature
Epreuve : Cas pratique de droit pénal et de procédure pénale

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Se rajoute également la question du cumul des garde à vue avec les faits distincts. A cet égard il est de jurisprudence constante que l'exaména pourra faire l'objet d'auditions distinctes mais dans le respect de la durée maximale de 24 heures, prolongeable en l'espèce au regard des peines encourues (L413-8 CPP).

IV) Sur les orientations procédurales

A) Sur les poursuites

Le procureur de la République dispose d'une appartenance des poursuites au sens de l'article 40 du CPP.

Le dossier de violence étant en état d'être jugé, mais imposant des mesures de sûreté, il convient de privilégier la voie de la comparution immédiate pour l'atteinte permise par la peine encourue (article 397 CPP). Si d'aventure d'autres investigations se voient menées la ci différée devra être privilégiée (article 397-1 CPP).

Pour l'exaména B, mineur la voie d'un dépelement est à privilégier avec fixation sur une audience du TPE de l'enquête, culpabilité et

N°

14.5

et parvient au regard de la gravité des faits
avec levée de l'excuse de mineurité
(article 121-7 du CSPD) et ouverture d'information
pour recel pour chercher l'auteur principal (art de 2001)
B) Les mesures de sûreté

S'agissant de l'acte un placement en
détention provisoire sera requis au sens
de l'article 144 CPP en raison de la
gravité des faits, le risque de renouvellement,
le risque de pression sur le victime

S'agissant de l'acte il sera requis un
placement sous contrôle judiciaire pour
les faits de violence avec portage à 155,
une autorité, interdiction de contact victime
(L 331-2 CSPD), interdiction de l'auteur

Pour le recel une mesure éducative
judiciaire (L 323-10 CSPD) avec
placement en internat dans le module
placement (L 112-2 CSPD) et des soins

N°

.../...